

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1226

Artikel: Séparation de l'Église et de l'État : une initiative paradoxale
Autor: Guyaz, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015615>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une initiative paradoxale

(jg) Les Zurichois vont donc voter le 24 septembre sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'initiative est lancée par une droite libérale liée aux radicaux et à l'UDC. Elle s'en prend aux coûts élevés, à l'inégalité de traitement vis à vis des religions non subventionnées ainsi qu'à la nécessité pour les personnes morales de payer cette contribution. L'initiative est combattue par les partis bourgeois et par la gauche: pour nous, deux paradoxes et une crainte.

Premier paradoxe: il ne s'agit pas ici de religion, mais de politique et d'argent. Les cyniques diront, bien sûr, c'est évident, les socialistes défendent le rôle social des églises, une certaine droite exige des économies et les modérés veulent maintenir les choses en l'état. Bon, mais tout de même, la foi en une entité que certains appellent dieu et l'acceptation d'un dogme et d'une organisation autour de cette croyance est une affaire privée et non publique. On peut débattre de la nécessité ou non pour un Etat de soutenir une religion, mais cette discussion de fond n'est pas à l'ordre du jour à Zurich. Le problème semble purement instrumental.

Second paradoxe: selon nos conceptions romandes, influence française oblige, l'anticléricisme est plutôt l'affaire de la gauche.

Pour nous, Zurich, c'est le monde à l'envers. Faut-il défendre le lien entre les églises et l'Etat sous le prétexte que les orientations politiques de nombreux ministres du culte sont plutôt à gauche semble-t-il au bord de la Limmat? Autrement dit, un pasteur est-il un assistant social déguisé et un prêtre un psychanalyste d'un genre un peu spécial? Dans ces fonctions, ils coûtent d'ailleurs probablement moins cher aux budgets publics que des travailleurs sociaux. Mais on pourrait alors imaginer un subventionnement aux organisations sociales des églises et non aux institutions elles-mêmes. En période de restriction budgétaire, l'ouverture de ce débat ne serait pas inutile.

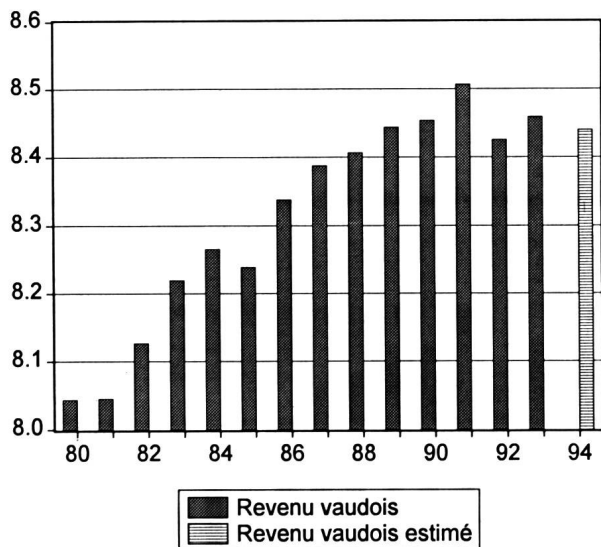
Une crainte enfin: il existe un anticléricisme éclairé et rationnel symbolisé par l'apostrophe du Don Juan de Molière à son valet qui s'inquiète de son absence de foi: *Je crois Sganarelle, que deux et deux font quatre et quatre et quatre font huit*. Il existe aussi un anticléricisme de droite, ode au paganisme, refus de la compassion chrétienne, qui accompagna quelques pages très funestes de l'histoire de notre continent. En trouve-t-on quelques traces cachées chez les auteurs de l'initiative zurichoise? Amis des bords de la Limmat, nous demandons un décryptage. ■

FORUM

chômage en Suisse romande qu'en Suisse alémanique.

● La situation dans le secteur de la construction: en 1980, les dépenses de construction dans le canton représentaient un peu moins de

Revenu cantonal vaudois en % du revenu national suisse



1994, la part vaudoise dans le total suisse des nuitées est tombée presque linéairement de 8,4 à 7,1%.

Mais, il ne s'ensuit pas, contrairement à une

7% du total suisse, puis elles augmentèrent fortement jusqu'à atteindre plus de 9% du total en 1988, pour retomber à un peu plus de 6% en 1993 – on a donc une belle courbe en forme de «bulle»

● Le secteur de l'hôtellerie: de 1 9 8 5 à

perception très répandue, que l'économie vaudoise soit moribonde en général! Tous les indicateurs dont on dispose, même si aucun n'est parfait, tendent à montrer le contraire, ce qui est quand même significatif. Les graphiques ci-contre en reproduisent deux – pour les autres, voir l'étude citée. Quoi de plus concret que la consommation d'électricité? Quoi aussi de plus représentatif tant pour les ménages que pour les entreprises? Or, on voit que la part vaudoise dans la consommation totale en Suisse tend à s'accroître assez régulièrement, rapidement de 1980 à 1991, plus lentement depuis lors. La part du revenu cantonal vaudois dans le revenu national est un indicateur moins concret, mais plus global (et calculé assez solidement) – or, on voit que cette part tend, elle aussi, à s'accroître selon le même profil général. Conclusion: il se pourrait bien que le problème économique vaudois soit en partie un problème de perception, celui de l'ambiance de *Götterdämmerung* économique qui prévaut dans le canton – et qui, d'un effet de la récession, est devenue une cause. ■

Références

J.-M. Natal, *L'économie vaudoise: où en est-on, et pourquoi?* A paraître à fin septembre dans les *Analyses & prévisions* de l'Institut Créa.
Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, 1994.